



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.EIA/WG.1/2000/9/Rev.1

26 juillet 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact
sur l'environnement dans un contexte transfrontière
Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement
(Troisième réunion, 9-12 octobre 2000)
(Point 2 a) iv) de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE DÉCISION II/4 CONCERNANT L'EXAMEN
DU RESPECT DES OBLIGATIONS**

Soumis par la délégation du Royaume-Uni

La Réunion des Parties,

Déterminée à promouvoir et à améliorer le respect des dispositions de la Convention et
rappelant le paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention ainsi que la décision I/6,

Reconnaissant qu'il est important que les Parties rendent rigoureusement compte de la
façon dont elles respectent les dispositions de la Convention,

Tenant compte de la possibilité, pour le public, de participer officieusement à la procédure
d'examen du respect des obligations en communiquant au secrétariat ou à une Partie d'éventuelles
réserves au sujet de la façon dont les Parties respectent les dispositions de la Convention, ou en
prenant part en tant qu'observateur à la Réunion des Parties, 1]

1. Crée le Comité d'application qui sera chargé d'examiner si les Parties respectent les
obligations qu'elles ont contractées au titre de la Convention en vue de les aider à remplir
pleinement leurs engagements;

2. Décide que la structure et les fonctions du Comité d'application ainsi que les procédures d'examen du respect des obligations seront celles qui sont exposées dans l'appendice à la présente décision;

3. Décide également qu'il sera possible de faire appel au Comité d'application et de reprendre la structure, les fonctions et les procédures exposées dans l'appendice à la présente décision pour procéder à l'examen du respect des dispositions de tout futur amendement ou protocole à la Convention;

4. Recommande que des mesures supplémentaires soient prises pour renforcer la procédure de communication d'informations au titre de la Convention et à cet égard se félicite de l'adoption de la décision II/11 concernant le plan de travail.

Appendice

STRUCTURE ET FONCTIONS DU COMITÉ D'APPLICATION ET PROCÉDURES D'EXAMEN DU RESPECT DES OBLIGATIONS

Structure

1. a) Le Comité est composé de huit Parties à la Convention. Chacune des huit Parties désigne un membre du Comité. Les Parties élisent au Comité, dès que possible, quatre Parties pour deux mandats et quatre autres Parties pour un mandat. À chacune des sessions suivantes, la Réunion des Parties élit quatre nouvelles Parties pour deux mandats. Les Parties sortantes peuvent être réélues une fois, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement dans un cas donné. Le Comité élit son président et son sous-président.

b) Aux fins du présent paragraphe, le terme "mandat(s)" désigne la période qui commence à la fin d'une Réunion des Parties et s'achève à la fin de la Réunion des Parties suivante.

Réunions

2. Le Comité se réunit au moins une fois par an, à moins qu'il n'en décide autrement. [Le secrétariat prend les dispositions nécessaires pour organiser ses réunions et en assurer le service.]

Objectif et fonctions du Comité

3. Le Comité a pour objectif d'aider les Parties à s'acquitter pleinement des obligations qu'elles ont contractées au titre de la Convention. À cette fin, il :

a) Examine toute communication dont il est saisi ou toute question qui lui est renvoyée au titre des paragraphes 4 et 5 ci-dessous ou tout autre cas possible de non-respect par une Partie de ses obligations sur lequel il décide de se pencher au titre du paragraphe 6, en vue de trouver une solution satisfaisante.

b) Examine périodiquement, conformément à toutes directives ou critères formulés par la Réunion des Parties, si les Parties respectent les obligations qu'elles ont contractées au titre de la Convention en se fondant sur les éléments d'information fournis dans leurs rapports;

c) Établit les rapports visés au paragraphe 10 en vue de fournir éventuellement une assistance appropriée à la Partie ou aux Parties concernées, notamment en expliquant les problèmes et en aidant à les résoudre, en donnant des avis et faisant des recommandations sur des points de procédure ainsi que sur des questions techniques ou administratives, et en donnant des conseils au sujet de la compilation et de la communication des informations;

d) Établit, à la demande de la Réunion des Parties et sur la base de l'expérience qu'elle aura pu acquérir à cet égard dans l'exercice des fonctions visées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, un rapport sur le respect ou l'exécution d'obligations spécifiques énoncées dans les dispositions de la Convention.

Communications des Parties

4. Le Comité peut être saisi par :

a) Une ou plusieurs Parties à la Convention qui s'inquiètent de la façon dont une autre Partie s'acquitte de ses obligations au titre de cet instrument. La communication que le Centre national de liaison de la Partie en question adresse par écrit au secrétariat en y joignant des informations corroborant son opinion porte uniquement sur ce point. Dans les deux semaines qui suivent la réception de cette communication, le secrétariat en envoie copie au Centre national de liaison de la Partie en cause. La réponse à la communication et les informations étayant celle-ci sont soumises au secrétariat et au Centre national de liaison des Parties concernées dans un délai de trois mois, à moins que les Parties concernées ne conviennent d'un délai plus long. Le secrétariat transmet la communication et la réponse ainsi que toutes les informations fournies à l'appui de l'une et de l'autre au Comité, qui examine la question aussitôt que possible; ou

b) Une Partie qui constate qu'en dépit de tous ses efforts, il lui est, ou il lui sera impossible de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre de la Convention. Dans sa communication, qui doit être adressée par écrit au secrétariat, la Partie concernée explique notamment, les circonstances particulières qui, d'après elles, l'empêchent de remplir ses obligations. Le secrétariat transmet cette communication au Comité, qui l'examine aussitôt que possible.

Questions renvoyées par le secrétariat

5. Lorsque le secrétariat se rend compte qu'une Partie ne s'acquitte peut-être pas de ses obligations, il peut prier la Partie en question de fournir les informations nécessaires à ce sujet. En l'absence de réponse ou si la question n'est pas réglée dans un délai de trois mois, ou dans un délai plus long si les circonstances de l'affaire l'exigent, le secrétariat porte la question à l'attention du Comité. 1]

Initiative que peut prendre le Comité

6. Lorsque le Comité se rend compte qu'une Partie ne s'acquitte peut-être pas de ses obligations, il peut prier la Partie en question de fournir les informations nécessaires à ce sujet. La réponse et les informations étayant celle-ci sont fournies au Comité dans un délai de trois mois, ou dans un délai plus long si les circonstances de l'affaire l'exigent. Le Comité examine la question aussitôt que possible en tenant compte de toute réponse que la Partie pourra fournir.

Collecte d'informations

7. Pour pouvoir s'acquitter plus facilement de ses fonctions, telles qu'elles sont définies au paragraphe 3 ci-dessus, le Comité peut :
- a) Demander, par l'entremise du secrétariat, un complément d'information sur les questions qu'il examine;
 - b) Entreprendre, à l'invitation de la Partie d'origine et/ou de la Partie touchée, la collecte d'informations sur le territoire de cette Partie;
 - c) Examiner toute information transmise par le secrétariat au sujet du respect des dispositions de la Convention;
 - d) Consulter les éléments de la base de données constituée au titre de la Convention;
 - e) Solliciter les services d'experts scientifiques ou d'autres avis techniques, selon qu'il conviendra.
8. Le Comité respecte le caractère confidentiel de toute information qui lui a été communiquée sous le sceau du secret.

Droit de participation

9. Toute Partie qui est visée par une communication dont le Comité est saisi ou par une question renvoyée à celui-ci ou qui présente une communication est en droit de participer à l'examen, par le Comité, de cette communication ou de cette question, mais ne prend part à l'élaboration ou à l'adoption d'aucun rapport et d'aucune recommandation du Comité. Le Comité se prononce sur le contexte de tout rapport ou de toute recommandation par consensus et envoie copie du projet de rapport ou de recommandations aux Parties concernées et tient compte, lors de l'établissement de la version définitive, de tout argument présenté par ces Parties.

Rapports du Comité à la Réunion des Parties

10. Le Comité rend compte de ses activités à chaque Réunion des Parties, par l'entremise du secrétariat, et fait les recommandations qu'il juge appropriées, compte tenu des circonstances de l'affaire, au sujet du respect des dispositions de la Convention. Il met au point chacun de ses rapports au plus tard 10 semaines avant la session de la Réunion des Parties à laquelle celui-ci doit être examiné. Le Comité n'épargne aucun effort pour adopter son rapport par consensus. Si cela se révèle impossible, les avis de tous ses membres sont consignés dans le rapport.

Compétence des membres du Comité

11. Si, du fait de l'application du paragraphe 9, il ne compte plus que cinq membres ou moins, le Comité porte immédiatement la question à l'attention de la Réunion des Parties.

Examen par la Réunion des Parties

12. Les Parties peuvent, après examen d'un rapport et d'éventuelles recommandations du Comité, arrêter les mesures voulues pour obtenir le respect des dispositions de la Convention ainsi que des mesures de caractère général pour aider telle ou telle Partie à s'acquitter de ses obligations. Les Parties ne ménagent aucun effort pour prendre cette décision par consensus. Si tous les efforts en ce sens demeurent vains et qu'aucun accord ne se dégage, la décision est adoptée, en dernier ressort, par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.

Rapport avec le dispositif de règlement des différends et la procédure d'enquête

13. La présente procédure d'examen du respect des obligations qui est non conflictuelle et orientée vers l'assistance est sans préjudice des dispositions de l'article 15 de la Convention relatives au règlement des différends.

14. Lorsqu'une question est examinée dans le cadre d'une procédure d'enquête en application du paragraphe 7 de l'article 3, cette question ne peut faire l'objet d'une communication ou d'un renvoi au Comité au titre de la présente décision.

1] On a fait valoir que le libellé de ce paragraphe devrait peut-être être amélioré à la troisième réunion du Groupe de travail.